



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Pacific Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B.C.
V8W 3X4
Bid Fax: (250) 363-3344

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government
Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
401 - 1230 Government Street
Victoria, B. C.
V8W 3X4

Title - Sujet WCTC Location d'autobus	
Solicitation No. - N° de l'invitation W4295-16C006/A	Date 2016-04-20
Client Reference No. - N° de référence du client W4295-16C006	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$VIC-123-6968	
File No. - N° de dossier VIC-5-38257 (123)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-05-06	Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hogg, Mike	Buyer Id - Id de l'acheteur vic123
Telephone No. - N° de téléphone (250) 363-3916 ()	FAX No. - N° de FAX (250) 363-0395
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: WCTC 45 Fireweed Drive Whitehorse Yukon Y1A 5T8 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE OF CONTENTS

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	2
1.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	2
1.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	2
1.3 COMPTE RENDU	2
1.4 ACCORDS COMMERCIAUX.....	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	2
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	2
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.	2
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	2
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	4
2.5 LOIS APPLICABLES	4
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	5
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	5
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	5
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	5
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	6
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	6
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	6
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	6
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	7
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	7
6.2 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	7
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	7
6.4 DURÉE DU CONTRAT.....	7
6.5 RESPONSABLES.....	8
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	8
6.7 PAIEMENT	8
6.8 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	9
6.9 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	11
6.10 ATTESTATIONS.....	11
6.11 LOIS APPLICABLES	12
6.12 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	12
6.13 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	12
ANNEXE A.....	13
BESOIN	13
ANNEXE B.....	16
BASE DE PAIEMENT.....	16
ANNEXE C.....	18
CALENDRIER	18

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux en Annexe A.

1.3 Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04) Instructions Uniformisées - Biens Ou Services - Besoins Concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions.

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

2.3.1 Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

2.3.2 Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?	Oui () Non ()
--	-----------------

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

2.3.3 Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?	Oui () Non ()
---	-----------------

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;
- le montant du paiement forfaitaire;
- le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **10/DIX** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur **Yukon**, et les relations entre les parties seront déterminés par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (01 copies papier)

Section II : Soumission financière (01 copies papier)

Section III : Attestations (01 copies papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06) Fluctuation Du Taux De Change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères obligatoires

La soumission doit respecter toutes les modalités de la présente demande de propositions et doit se conformer aux Annexes A et B pour être considérée comme recevable.

4.1.2 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.2 Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction de la soumission recevable la plus basse globalement.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail

(http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La durée du contrat est pour une période de UN / 01 an attribution du contrat.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 02 période supplémentaire(s) de 01 année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.4.3 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Le contrat est assujéti aux ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) suivantes :

- Kwanlin Dun First Nation Final Agreement
- Ta'an Kwach'an Council Final Agreement.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W4295-16C006/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W4295-16C006

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
VIC-5-38257

Buyer ID - Id de l'acheteur
Vic240
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Mike Hogg
Travaux Publics et services gouvernementaux Canada
1230, rue Government, bureau 401
Victoria, Colombie-Britannique Canada V8W 3X4
Téléphone: (250) 363-3916
Courriel: Mike.Hogg@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante. Si vous êtes dans l'impossibilité de contacter l'autorité susmentionnée, veuillez contacter: PAC.VICCA@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

6.5.2 Responsable sur Place

(Pour être achevé à l'attribution du contrat)

Le responsable sur place représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable sur place; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

(Compléter)

Nom : _____
Titre : _____
Direction : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'*Avis sur la Politique des marchés : 2012-2* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement

Taux fermes en dollars canadiens, tel qu'indiqué à l'Annexe B. Les taux sont fermes jusqu'à la fin du contrat.

6.7.2 Limite de dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane *sont inclus* et les taxes applicables sont en sus.

6.7.3 Paiement mensuel

Le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.8 Clauses du Guide des CCUA

6.8.1 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à herein. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

6.8.2 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

- c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice*

*234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

6.8.4 Assurance Responsabilité Civile Automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 8 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 8 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - c. Garantie non-assurance des tiers;
 - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - i. FMPO/SEF/FAQ n° 6b - Avenant relatif aux autobus scolaires;

6.9 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 10 de la clause 2010C, Conditions générales - Services (complexité moyenne).

Les factures doivent être distribuées comme suit :

1. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
2. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.10 Attestations

6.10.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W4295-16C006/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W4295-16C006

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
VIC-5-38257

Buyer ID - Id de l'acheteur
Vic240
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

6.11 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.12 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- c) 2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.
- d) Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) Annexe B, Base de paiement
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.13 Clauses du *Guide des CCUA*

A9049C (2011-05-16) Sécurité des véhicules

ANNEXE A

BESOIN

BESOIN

Location d'autobus avec conducteurs, conformément à l'énoncé des travaux à l'annexe A du Centre d'instruction d'été pour cadets Whitehorse (CIECW) du ministère de la Défense nationale, à Whitehorse (Yukon).

PORTÉE DES TRAVAUX

Fournir et livrer des autobus scolaires de 46 à 48 passagers, avec chauffeurs, au Centre d'instruction d'été pour cadets Whitehorse (CIECW), à Whitehorse (Yukon), selon l'horaire en annexe C.

Tous les sièges d'un autobus doivent être enlevés afin de transporter les bicyclettes et l'équipement. Des tapis, des couvertures ou autres seront utilisés pour prévenir les dommages aux murs intérieurs de l'autobus.

Fournir et livrer des autobus supplémentaires, au besoin, au-delà de ce qui est facturé chaque jour.

Fournir des chauffeurs d'autobus à temps plein et veiller à ce qu'il y ait des chauffeurs d'autobus remplaçants. Tous les chauffeurs doivent répondre aux exigences établies par le gouvernement du Yukon à l'égard des titulaires de permis de conduire de classe 2. Le nombre d'heures de travail par semaine et les quarts de travail sont estimés dans le présent annexe A. Les chauffeurs doivent être disponibles 7 jours par semaine, de 8 h à 23 h. L'horaire des chauffeurs doit être publié après l'arrivée du sous-officier des transports du MDN au camp.

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit obtenir les permis requis pour exploiter les autobus principalement au Yukon, mais aussi pour transporter des cadets participant au camp en Colombie-Britannique et aux États-Unis.

Tous les travaux visés par ce contrat doivent être exécutés conformément aux codes, règlements et règlements administratifs fédéraux, territoriaux, provinciaux et municipaux en vigueur. Tous les frais imposés en vertu de ces codes, règlements ou règlements administratifs sont assumés par l'entrepreneur.

L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des véhicules, et de fournir les services de maintenance. L'entretien prévu doit être inscrit au calendrier et effectué par l'entrepreneur de façon à ne pas compromettre l'utilisation que le CIECW fait des autobus. Si un autobus doit être retourné à l'entrepreneur aux fins d'entretien, et si le responsable sur place est d'avis qu'il faut le remplacer par un autre autobus afin d'éviter de perturber les activités du CIECW, un autobus de rechange doit être fourni sans frais supplémentaires.

Le responsable sur place se réserve le droit de retourner un véhicule fourni au plus tard trois jours après la livraison en vertu du contrat, s'il estime que son état est inacceptable. Il n'a pas à assumer de frais applicables à la période couverte. L'entrepreneur doit fournir immédiatement un véhicule de rechange ou corriger l'état insatisfaisant du véhicule, et les frais de location s'appliquent à partir du moment où le véhicule de rechange est livré ou à partir du moment où les corrections sont apportées.

L'entrepreneur doit fournir un formulaire renfermant un calendrier des travaux d'entretien à effectuer pendant la période de location. L'entrepreneur doit s'occuper de l'entretien garanti durant la période de location, ainsi que de la récupération et du retour des véhicules à cette fin.

L'entrepreneur est responsable de l'entretien et du service des véhicules, ainsi que du remplacement et de la réparation des pneus (p. ex. crevaisons attribuables à l'usure normale). L'entretien comprend la main-d'œuvre, le remplacement des pièces et l'entretien de toutes les parties du véhicule, y compris la vidange de l'huile à moteur aux intervalles précisés dans le manuel du fabricant. L'entrepreneur doit remplacer les pneus crevés ou usés en raison d'une conduite et de conditions routières normales.

L'entrepreneur est chargé d'effectuer toutes les déductions sur le salaire des employés (chauffeurs) et de soumettre les renseignements pertinents aux autorités compétentes. L'entrepreneur doit offrir à tous les employés visés par ce contrat la protection requise en matière d'accidents du travail.

Il n'est pas nécessaire que les autobus demeurent sur place.

État du matériel

Tous les véhicules fournis conformément aux modalités de ce contrat doivent :

- a. avoir moins de 10 ans;
- b. respecter les spécifications figurant à la norme D250-M1982 « Autobus scolaires » de l'Association canadienne de normalisation (ACN);
- c. être munis de sièges conformes aux Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada établies par Transport Canada en vertu de la *Loi sur la sécurité automobile*.

Nonobstant la norme D250 de l'ACN, tous les autobus doivent être munis d'un tuyau d'échappement horizontal approuvé par le responsable sur place qui fait que l'ensemble de la fumée s'échappe à l'arrière de l'autobus.

Nonobstant la norme D250 de l'ACN, tous les autobus doivent être munis d'un phare longue portée à lentille en cristal transparent en rotation à 80 éclats par minute. Le phare doit avoir une hauteur de 18 cm (7 po) et un diamètre de 14 cm (5 po) à la base, et doit être installé à pas moins de 2,4 m (8 pi) et pas plus de 3,7 m (12 pi) de l'arrière de l'autobus. La lumière devra être installée de façon à ce qu'elle s'allume dès que le commutateur principal est activé, et qu'elle continue à fonctionner jusqu'à ce que le commutateur principal soit désactivé.

Lors de la livraison d'autobus au responsable sur place, l'entrepreneur doit fournir des certificats signés par un compagnon mécanicien indiquant que ce dernier a inspecté chacun des autobus moins de cinq jours au préalable, et que la mécanique de l'autobus était sécuritaire et en bon état pour la durée du contrat ou que les correctifs nécessaires ont été apportés à cet égard.

Entretien et réparation de l'équipement

Le service et les réparations doivent être accessibles en tout temps, y compris le soir et la fin de semaine, à Whitehorse (Yukon).

Si un véhicule en panne hors de Whitehorse ne peut pas revenir à votre point de service, les pièces doivent être expédiées, retirées ou installées par un mécanicien dans les 24 heures, sous réserve de la disponibilité des pièces de rechange.

Si un véhicule, tel que décrit aux présentes, doit être mis hors service afin que des réparations ou un entretien soient effectués ou s'il n'est pas disponible au moment où une demande est formulée, l'entrepreneur doit fournir un véhicule automobile de rechange acceptable pour la Couronne d'une valeur égale ou supérieure, et ce, sans frais supplémentaires.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W4295-16C006/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W4295-16C006

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
VIC-5-38257

Buyer ID - Id de l'acheteur
Vic240
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Jouissance paisible

L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :

Il a le plein pouvoir et la pleine autorité de louer des véhicules automobiles au Canada. Durant la période de location du véhicule automobile, s'il ne manque à aucune de ses obligations en vertu du contrat, le Canada jouira d'une utilisation illimitée du véhicule sans ingérence de l'entrepreneur, exception faite des moments où l'entrepreneur doit effectuer les travaux d'entretien prévus au contrat, et sans ingérence de quiconque prétendant agir légalement dans le cadre du contrat ou en vertu de celui-ci.

Annexe B
Base de paiement

Les prix unitaires fermes sont exprimés en dollars canadiens, la taxe sur les produits et services (TPS) est en sus, la destination est FAB selon les Incoterms 2000 à l'adresse de destination indiquée, les droits de douanes et d'accise sont inclus. Les prix unitaires fermes ne doivent pas comprendre la TPS. La TPS sera ajoutée séparément sur toute facture émise.

Les prix indiqués incluent les exigences mentionnées en matière d'assurance ainsi qu'un kilométrage illimité.

Les prix unitaires fermes doivent inclure toutes les dépenses directes et indirectes engagées pour l'exécution des exigences. Les tarifs fermes tout compris ci-dessous doivent comprendre tous les frais d'immatriculation des véhicules, de permis, d'assurance, d'entretien pour cause d'usure normale, de remplacement et réparation des pneus, et de service sur garantie. Aucun frais de disponibilité (pour les autobus) ne sera imposé. Seuls les autobus utilisés seront facturés. Le ministère de la Défense nationale (MDN) ne peut être tenu responsable d'aucun coût en cas d'annulation par l'entrepreneur. Le tarif de location des autobus doit comprendre les coûts associés au carburant.

Aucun autre frais ne sera accepté.

CENTRE D'INSTRUCTION POUR CADETS WHITEHORSE (CICW) : année 2016

Prix pour 2016	Prix unitaire ferme
Autobus scolaires de 46 passagers	_____ \$/jour par autobus
Chauffeurs	_____ \$/taux horaire _____ \$/taux horaire de disponibilité
Taux horaire d'heures supplémentaires (au-delà de huit heures par jour)	_____ \$/taux horaire d'heures supplémentaires _____ \$/taux horaire d'heures supplémentaires de disponibilité

Solicitation No. - N° de l'invitation
W4295-16C006/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W4295-16C006

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
VIC-5-38257

Buyer ID - Id de l'acheteur
Vic240
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

CENTRE D'INSTRUCTION POUR CADETS WHITEHORSE (CICW) : année d'option 2017

Prix pour 2017	Prix unitaire ferme
Autobus scolaires de 46 passagers	_____ \$/jour par autobus
Chauffeurs	_____ \$/taux horaire _____ \$/taux horaire de disponibilité
Taux horaire d'heures supplémentaires (au-delà de huit heures par jour)	_____ \$/taux horaire d'heures supplémentaires _____ \$/taux horaire d'heures supplémentaires de disponibilité

CENTRE D'INSTRUCTION POUR CADETS WHITEHORSE (CICW) : année d'option 2018

Prix pour 2018	Prix unitaire ferme
Autobus scolaires de 46 passagers	_____ \$/jour par autobus
Chauffeurs	_____ \$/taux horaire _____ \$/taux horaire de disponibilité
Taux horaire d'heures supplémentaires (au-delà de huit heures par jour)	_____ \$/taux horaire d'heures supplémentaires _____ \$/taux horaire d'heures supplémentaires de disponibilité

ANNEXE C

CALENDRIER

Le MDN se réserve le droit de modifier avec un court préavis les heures et les lieux qui figurent sur le calendrier en pièce jointe en raison de situations d'urgence ou d'événements météorologiques.

Date	Pax	Time requested	Time Released	Location
10-Jul	46 pax	1300	1700	WCTC/Wildlife Preserve/McBride Museum/WCTC
10-Jul	46 pax	1200	2100	Airport/WCTC
10-Jul	46 pax	1200	2100	Airport/WCTC
13-Jul	46 pax	1440	1550	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
13-Jul	46 pax	800	1600	WCTC/Schwatka/WCTC
13-Jul	46 pax	1245	1440	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
14-Jul	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
14-Jul	46 pax	1245	1440	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
16-Jul	46 pax	1530	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
17-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Whitehorse/WCTC
17-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Whitehorse/WCTC
17-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Whitehorse/WCTC
17-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Whitehorse/WCTC
17-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
17-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
17-Jul	46 pax	900	1200	Church Run: WCTC/2 stops downtown/WCTC
18-Jul	46 pax	800	1000	WCTC/Whitehorse Rifle and Pistol Club
18-Jul	46 pax	1630	1700	Whitehorse Rifle and Pistol Club/WCTC
18-Jul	46 pax	1330	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
19-Jul	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
19-Jul	46 pax	800	1000	WCTC/Whitehorse Rifle and Pistol Club
19-Jul	46 pax	1630	1700	Whitehorse Rifle and Pistol Club/WCTC
19-Jul	46 pax	1245	1430	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
20-Jul	46 pax	1800	2100	WCTC/Tagish Lake Recreation Area/WCTC
20-Jul	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
23-Jul	46 pax	1440	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
23-Jul	Bike	1800	2100	Bike to WCTC/Marsh Lake Rest Area
23-Jul	46 pax	800	2100	Airport/WCTC Schedule TBD
24-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Whitehorse/WCTC
24-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Whitehorse/WCTC
24-Jul	46 pax	800	2100	Airport/WCTC Schedule TBD
24-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
24-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC

Solicitation No. - N° de l'invitation
W4295-16C006/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W4295-16C006

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
VIC-5-38257

Buyer ID - Id de l'acheteur
Vic240
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

24-Jul	46 pax	900	1200	Church Run: WCTC/2 stops downtown/WCTC
25-Jul	46 pax	1245	1440	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
26-Jul	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
26-Jul	46 pax	1245	1430	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
27-Jul	46 pax	730	930	WCTC/Rock Gardens (Whitehorse)
27-Jul	46 pax	1630	2200	Rock Gardens (Whitehorse)/Kusawa Lake Campground
27-Jul	46 pax	800	2100	WCTC/Lapie Canyon Campground
27-Jul	Bike	800	2100	WCTC/Lapie Canyon Campground
27-Jul	46 pax	730	1000	WCTC/Whitehorse
27-Jul	46 pax	1630	1800	Whitehorse/WCTC (Hike Start)
27-Jul	46 pax	800	1630	WCTC/Kootasoon 3 runs total
27-Jul	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
28-Jul	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
29-Jul	46 Pax	1345	1630	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
30-Jul	46 pax	1500	1700	Fish Lake Rd/High Country RV Park.
30-Jul	46 pax	800	2100	Airport/WCTC Schedule TBD
30-Jul	46 pax	1245	1430	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
31-Jul	46 pax	800	2100	Airport/WCTC Schedule TBD
31-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
31-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
31-Jul	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
31-Jul	46 pax	900	1200	Church Run: WCTC/2 stops downtown/WCTC
01-Aug	46 pax	1700	2300	Burma Road to Carmack. RV at Burma Road for 1800
01-Aug	Bike	1900	2100	Johnson Crossing/WCTC
01-Aug	46 pax	1630	2100	ROCK GARDENS/Johnsons Crossing
01-Aug	46 pax	800	1600	WCTC/Schwatka/WCTC
02-Aug	46 pax	1100	2100	Carmacks (1500 hrs RV)/Lapie Canyon Campground
02-Aug	Bike	1100	2100	WCTC/Lapie Canyon Campground
02-Aug	46 pax	1300	1800	JOHNSONS CROSSING/HIGH COUNTRY RV
02-Aug	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
03-Aug	46 pax	800	1000	High Country RV/Whitehorse
03-Aug	46 pax	1600	1800	Whitehorse/High Country RV Park
03-Aug	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
04-Aug	46 pax	1700	2100	ROCK GARDENS/WCTC (Hike Start)
05-Aug	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
06-Aug	46 pax	800	2100	Airport/WCTC Schedule TBD
07-Aug	46 pax	1500	2100	Fish Lake Rd/WCTC/South Canol Bus RV
07-Aug	46 pax	1600	2200	Burma Road to Carmacks. RV at Burma Road for 1800
07-Aug	Bike	1800	2100	South Canol RV/WCTC
07-Aug	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC

Solicitation No. - N° de l'invitation
W4295-16C006/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W4295-16C006

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
VIC-5-38257

Buyer ID - Id de l'acheteur
Vic240
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

07-Aug	46 pax	800	2100	Airport/WCTC Schedule TBD
07-Aug	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
07-Aug	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
07-Aug	46 pax	900	1200	Church Run: WCTC/2 stops downtown/WCTC
08-Aug	46 pax	1300	1800	Johnsons Crossing/WCTC (hike Start)
08-Aug	Bike	1100	2100	WCTC/Carmacks (RV 1500)/Lapie Canyon Campground
08-Aug	46 pax	1100	2100	Carmacks (RV 1500)/Lapie Canyon Campground
08-Aug	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
09-Aug	46 pax	800	1700	WCTC (Hike Start)/Community Service/WCTC
12-Aug	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
12-Aug	46 pax	1245	1430	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
13-Aug	46 pax	1500	1700	Fish Lake Rd/ WCTC
13-Aug	46 pax	1600	1730	Burma Road to WCTC. RV at Burma Road for 1630
13-Aug	46 pax	1800	2300	Burma Road/WCTC
13-Aug	Bike	1700	2100	Bikes from South Canol Bus RV/WCTC
13-Aug	46 pax	1700	2100	South Canol Bus RV/WCTC
13-Aug	46 Pax	1245	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
14-Aug	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
14-Aug	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
14-Aug	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
14-Aug	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
14-Aug	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
14-Aug	46 pax	1310	1700	WCTC/Downtown/WCTC
14-Aug	46 pax	1300	1700	WCTC/Airport/WCTC
14-Aug	46 pax	900	1200	Church Run: WCTC/2 stops downtown/WCTC
15-Aug	46 pax	1245	1540	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
15-Aug	46 pax	800	1600	WCTC/Schwatka/WCTC
15-Aug	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
16-Aug	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
16-Aug	46 pax	1245	1430	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
17-Aug	46 pax	1430	1700	WCTC/Canada Games Centre/WCTC
20-Aug	46 pax	1200	2100	Airport/WCTC
20-Aug	46 pax	1200	2100	Airport/WCTC

Solicitation No. - N° de l'invitation
W4295-16C006/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W4295-16C006

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
VIC-5-38257

Buyer ID - Id de l'acheteur
Vic240
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Junior Canadian Rangers Schedule

Date	Bus Requirement	# Pax	Depart	Arrive	Duties to be performed
16-22 Jun 16	1	40	0800h	0845h	Depart WCTC@ 0815hrs to Swift Water & Charburn Lk. One group at Swift Water site other group Chadburn Lake
			1130h	1200h	Depart Swift Water to Chadburn Lk.
			1245 h	1315h	Depart Chadburn Lk for Swift Water.
			1600h	1645h	Return from WCTC
	1	40	0700h	1000h	WCTC to White Water Rafting
		40	1900h	2200h	White Water Rafting To WCTC
	1	40	0800h	0845h	WCTC to Canada Games Centre.
		40	1130h	1200h	Canada Games Centre to WCTC.
	1	40	0800h	0830h	WCTC to Soccer Pitch
		40	1160h	1630h	Soccer Pitch to WCTC
	1	40	0800h	0845h	WCTC to Grey Mountain Range.
		40	1600h	1645h	Grey Mountain Range to WCTC.
	1	40	0800h	0830h	WCTC to Zipline
			1130h	1200h	Zipline to WCTC
	1	40	1800h	1830h	WCTC to Swimming Pool
		40	2130h	2200h	Swimming Pool to WCTC
	1	40	1800h	1830h	WCTC to Movie Theatre
		40	2130h	2200h	Movie Theatre to WCTC
17-Jun-16	2	62	1245h	1330h	WCTC to Paint Ball Site
			1630h	1715h	Paint Ball Site to WCTC
19-Jun-16	2	62	0830h	0915h	WCTC to start of Grey Mountain Hike
			1630h	1715h	Grey Mountain Hike to WCTC.
22-Jun-16	2	62	1000h	1045h	WCTC to Hot Springs
			1615h	1700h	Hot Springs to WCTC